

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 24 (1987)
Heft: 864

Rubrik: Environnement : l'état de la question

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Agriculture, le bilan écologique

■ Durant des siècles, le 90% de la population pourvoyait elle-même à son propre approvisionnement, et parvenait à peine à dégager de quoi nourrir le 10% de non-producteurs. Aujourd'hui, les proportions sont plus qu'inversées. Un peu plus d'un salarié sur vingt gagne sa vie dans la production primaire, qui a désormais tous les traits d'une industrie. Les crises de surproduction agricole ont montré que les limites de l'intensification et de la rationalisation sont aujourd'hui atteintes. Avant d'évoquer les futurs possibles pour l'agriculture, parlons un peu de ses coûts écologiques et sociaux.

Coûts écologiques et sociaux de l'agriculture industrielle

● **Pollution des eaux et du sol.** Les déjections des élevages industriels et l'épandage excessif d'engrais sont d'importants facteurs de pollution des eaux. Les nitrates utilisés dans l'élevage ont déjà rendu imbuvable l'eau potable de près de 200 000 Suisses; les épandages contribuent à l'eutrophisation des eaux, et ne sont pas susceptibles d'être retenus par une station d'épuration. Le sol s'imprègne peu à peu de résidus de traitement agricole, et les accumule dangereusement.

● **Pollution des denrées alimentaires.** Ces résidus (notamment pesticides pour les cultures et antibiotiques pour l'élevage) parviennent aussi à des doses diverses dans les denrées alimentaires. Notons qu'ils sont toujours la marque d'une qualité intrinsèque douteuse de la denrée elle-même: les antibiotiques sont le corollaire obligé de l'élevage industriel...

● **Cercle vicieux des traitements.** Rachel Carson dans le best-seller écologiste *Le printemps silencieux* (1964), a, la première, mis en évidence le danger des produits de traitement. Depuis, certains parmi les plus nocifs, comme le DDT, ont été interdits, principalement en raison de leur fâcheuse propriété de se concentrer le long des chaînes alimentaires. Les pesticides utilisés aujourd'hui chez nous – pas ceux que nous ex-

portons dans le tiers monde! – se dégradent plus rapidement. Mais un autre danger de leur emploi demeure: le développement très rapide et imprévisible de résistances de la part des organismes visés. Des critères de sélection axés sur le rendement à court terme ont appauvri la diversité et la capacité de résistance naturelle des espèces cultivées. Cette nouvelle fragilité a été compensée par un généreux coup de pouce chimique, d'où accroissement du risque pour notre alimentation.

● **Nivellement de la nature et des paysages.** Les monocultures – aboutissement des processus de concentration et de spécialisation – nivelent le paysage en fonction des exigences des machines et des grandes surfaces uniformes. Ce qui signifie disparition des haies, bosquets, zones sèches ou humides, ruisseaux et plantes adventives.

L'intensification agricole porte une lourde responsabilité dans la dramatique réduction des espaces de vie pour la faune et la flore. Une recherche de la Station ornithologique de Sempach montre que si une zone humide naturelle héberge (par unité de 10 ha) 60 couples d'oiseaux de 18 espèces différentes, une zone de culture intensive moderne n'en recèle plus que 6 de 4 espèces. Paradoxe de ce nivellement biologique, on s'acharne à supprimer ce qui pourtant est un excellent auxiliaire du paysan: haies coupe-vent, prédateurs d'insectes nuisibles, etc.

● **Finalement, le coût social** de cette évolution commence lui aussi à peser dans la balance: depuis 1939, soit un peu plus d'une génération, près de deux exploitations sur trois ont disparu.

De l'intensification à l'extensification

Les coûts écologiques et sociaux se traduisent aujourd'hui en coûts financiers et le débat devient politique. Il a fallu quelques années au monde agricole pour encaisser les reproches conjugués des économistes et des écologistes; pour comprendre qu'il avait été piégé, également par ceux qui l'ont orienté vers la productivité

maximale. Le fait que l'agriculture soit elle-même victime de la pollution a sans doute aidé à faire passer le message. Les boues des step, chargées de métaux lourds font de la terre nourricière la poubelle des villes, et une récente étude de la station fédérale de Liebfeld chiffre à 500 millions le dommage subi par l'agriculture du fait de la pollution de l'air. Si écologistes et économistes sont d'accord pour réclamer une autre politique agricole, leurs solutions divergent. Pour les seconds, il s'agit de poursuivre l'évolution vers l'agriculture industrielle, de démanteler les instruments étatiques d'orientation, et de soumettre le secteur agricole à la loi commune de l'économie, quitte à accroître encore les coûts externes. Quant aux premiers, ils voudraient que l'Etat cesse d'intervenir pour stimuler et récompenser la surproduction. Le sens de la politique agricole devrait être de minimiser les coûts externes et de compenser les moins-values dues à des restrictions obligatoires (situation en montagne, taille de l'exploitation, etc) ou volontaires, voire négociées (promotion de la qualité, diminution des traitements chimiques, respect de la diversité des espaces naturels).

Changement de génération à la tête de l'USP, évolution de la recherche, désir des consommateurs de manger plus sainement, même si c'est un peu plus cher, pression écologiste, tout cela devrait déboucher sur ce que M. Piot lui-même appelle l'extensification de l'agriculture, c'est-à-dire une réorientation assez fondamentale des critères de soutien et d'intervention de l'Etat.

Pour que ce changement ait un sens, trois suggestions :

● Des paiements en fonction de la qualité (cela se fait pour le vin, et se fera bientôt pour le lait et le blé), et des frais réels de production.

● Un soutien effectif à l'agriculture de montagne: les disparités de revenus doivent progressivement être comblées.

● Un programme sérieux de conversion à la culture biologique.

René Longet

Société suisse pour la protection de l'environnement